



COMPTE RENDU DU SÉMINAIRE

**COMMENT L'ÉDUCATION PEUT-ELLE CONTRIBUER À FORGER
L'IDENTITÉ INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE?**

3 JUIN 2004

A. MOT D'OUVERTURE

- *Gilbert Grenon, directeur du Cégep de Jonquière*

C'est avec un grand plaisir que le Cégep de Jonquière a participé conjointement avec Vision Saguenay 2025 à la préparation de cette demi-journée et au séminaire sur l'éducation dans le cadre du développement de la grande Ville de Saguenay et la pérennité de notre région.

Les réflexions des conférenciers et des participants à la table ronde ainsi que les échanges qui suivront doivent nous amener à répondre à cette grande question : Comment l'éducation peut-elle contribuer à forger l'identité individuelle et collective? Chose certaine, les axes retenus ce matin pour le débat soit le développement de la culture entrepreneuriale d'une part et l'ouverture sur le monde d'autre part, constituent des axes porteurs, indispensables dans la formation de citoyens jeunes et moins jeunes, formation qui est au cœur de notre mission éducative commune.

Bien que retenus par les organisateurs du séminaire, ces axes ne sont pas les seuls à considérer et nous dégagerons sans doute d'autres pistes qui nous feront avancer. Je pense ainsi à des assises de formation fondamentale qui permettent aux futurs citoyens et citoyennes de développer un esprit analytique, critique, en quête de solutions, esprit indispensable dans la construction et le développement de notre grande ville quelle que soit la fonction que l'on y occupe.

Quoi qu'il en soit, je voulais surtout ce matin vous souhaiter la bienvenue, vous remercier d'être là, saluer la générosité du grand pilote de Vision Saguenay 2025, Marc-Urbain Proulx, qui a accepté de partager la barre de ce grand navire prospectif avec l'équipe organisatrice du Cégep de Jonquière. Je veux également faire un merci spécial à l'équipe de Vision Saguenay 2025 du Cégep qui ont investi beaucoup d'énergies au cours de l'hiver, qui ont participé à plusieurs rencontres et groupes de travail. Donc, je les remercie de s'être investit et de vouloir continuer à travailler dans cette optique et particulièrement trois personnes qui ont énormément contribué soit Madame Sylvie Bergeron, Monsieur Sylvain Gaudreault et Madame Marielle Brown.

Je vous souhaite et je nous souhaite une belle demi-journée de discussion et de réflexion.

B. L'OUVERTURE SUR LE MONDE, DIMENSION INCONTOURNABLE DE LA FORMATION

- *Évelyne Foy, Cégep international*

Les étudiants, de tous les niveaux du système d'enseignement, sont les premiers destinataires, les premiers concernés par l'internationalisation de l'éducation. C'est dans leur formation que l'on doit retrouver cette dimension, c'est dans les activités qu'on leur propose, c'est dans les modes d'apprentissage. Il y a peut-être eu une époque où toute activité internationale était davantage réservée aux étudiants universitaires mais ce n'est plus du tout la donne. De plus en plus d'étudiants, même au primaire, commencent à faire des stages à l'étranger. Au secondaire, c'est acquis aussi. Donc, l'ouverture sur le

monde est une dimension de l'éducation qui touche tous les niveaux d'enseignement. C'est important car cela peut nous inciter à faire des projets concertés entre commissions scolaires, universités, cégeps. Au niveau d'une région, cela peut avoir son impact.

Les quatre axes de la stratégie touchant l'internationalisation de l'éducation québécoise telle que le ministère de l'Éducation l'a proposé touchent l'éducation et la formation, la mobilité, l'exportation du savoir-faire et ce qu'eux appellent le rayonnement du Québec. Il est assez heureux que le ministère retienne ces quatre axes car ce sont exactement ceux que le Cégep international retient dans son action internationale. Lorsque l'on parle de l'action internationale, ce sont toujours ces quatre grandes catégories d'activités que l'on retrouve : l'internationalisation de la formation, la mobilité étudiante et enseignante, l'exportation du savoir-faire c'est-à-dire les projets de coopération internationale quand on transfère notre savoir-faire à l'étranger, ainsi que le rayonnement de l'institution et des réseaux d'enseignement sur la scène internationale.

Avant d'aller voir ce que l'on met dans chacune de ces dimensions, il est préférable de s'arrêter à quelques définitions sur, par exemple, de quoi on parle lorsque l'on parle de mondialisation. On peut la voir du strict point de vue économique. On peut aussi et l'on doit, quand on est dans le monde de l'éducation, la voir dans un angle plus large en voyant toutes ces conceptions. Une définition que l'on peut lui donner est que : « *La mondialisation pourrait être définie comme l'extension à l'échelle mondiale d'enjeux auparavant limités à des régions ou à des nations* ». Par exemple, comment faire une réflexion sur l'identité collective sans la projeter à l'échelle du monde quand les entreprises font affaires à l'étranger, quand les gens sont très mobiles et vont d'un pays à l'autre, quand les décisions prises ailleurs ont une influence sur la région?

Lorsque l'on parle d'internationalisation de l'éducation, il y a différents courants, il y a différentes expériences qui se mènent. On a parlé, au Québec, beaucoup d'éducation interculturelle et plusieurs établissements, les cégeps dans plusieurs cas, adoptent des politiques interculturelles. Dans un rapport du gouvernement du Québec, le rapport Chancy, on appelait interculturel « *l'éducation qui vise à former des personnes capables d'apprécier les diverses cultures qui se côtoient dans une société et donc d'accepter d'évoluer au contact de ces cultures pour que cette diversité devienne un élément positif, enrichissant la vie culturelle, sociale et économique du milieu* ».

Les politiques, les débats, se tournent souvent vers ce que l'on appelle l'internationalisation de l'éducation. Dans un document de 2002 du ministère de l'Éducation, on retient cette définition qui définit l'internationalisation de l'éducation comme « *un processus d'intégration des dimensions internationales et interculturelles dans l'enseignement, dans la recherche et dans les services éducatifs rendus par l'État, par les établissements d'enseignement et les organismes et entreprises de ce secteur.* » Cette définition a l'avantage d'être très inclusive. L'internationalisation de l'éducation ne peut pas se faire uniquement par une politique ministérielle. Elle doit se faire par des pratiques à l'intérieur des établissements et elle doit se faire par des politiques à l'intérieur des regroupements. Donc, c'est une vision qui comprend les actions à chacun des niveaux. Dans le document du ministère, on ajoute aussi que « *l'internationalisation*

vise à ce que les étudiants soient bien informés de la réalité internationale, sensibiliser aux autres cultures et capables de saisir intellectuellement la nature de plus en plus interdépendantes du monde : environnement, culture, économie et société ». On est vraiment au cœur de ce qui nous intéresse soit des étudiants bien informés de la réalité internationale, sensibilisés aux autres cultures et capables de saisir les enjeux actuels.

Il faut aussi penser que, dans le contexte actuel, l'éducation peut à tout moment devenir un objet de négociation internationale. Dans le cadre de la négociation des services liée à l'Organisation mondiale du Commerce, à un moment donné, on débattrait des services éducatifs et déjà plusieurs pays voudraient bien qu'il y ait une libéralisation totale, que l'on puisse faire ce que l'on veut en éducation. Le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada, dans ces négociations, se sont toujours opposés à ce que l'éducation devienne un bien marchand, que l'on négocierait comme les services financiers ou autres. On essaie de préserver l'éducation publique comme un bien non-négociable dans des ententes commerciales mais il faut tenir compte de ce contexte.

On disait que l'on retrouve quatre axes dans les stratégies d'internationalisation. L'objectif premier d'une stratégie d'internationalisation que ce soit au niveau du gouvernement, que ce soit au niveau d'un établissement, que ce soit au niveau d'un organisme, c'est de former des citoyennes et des citoyens porteurs de valeurs humanistes et démocratiques capables d'évoluer de manière responsable dans un marché du travail et un monde globalisé. Le ministère dit dans son document : *« En intégrant le monde dans la formation et dans l'éducation que les Québécoises et les Québécois reçoivent, ce qui implique l'intégration d'une dimension internationale dans les connaissances, les compétences et les habiletés dans les programmes et dans les parcours scolaires. Concrètement, le ministère et les établissements favoriseront l'apprentissage de langues étrangères et mettront également l'accent sur l'éducation interculturelle et l'éducation à la citoyenneté responsable et intégreront des compétences et des contenus internationaux dans des domaines d'études. »*

Une autre façon d'internationaliser la formation, c'est en accueillant le monde dans nos établissements d'enseignement c'est-à-dire en recevant des étudiants étrangers, en recevant des professeurs étrangers, en recevant des décideurs qui viennent rencontrer les étudiants. On a des moyens très réduits pour s'adonner à ces activités et on a beaucoup de demandes à l'heure actuelle. Ce sont des chantiers importants et il y a des actions nationales à mener, des pressions à faire au niveau régional aussi, comme avoir des projets pilotes qui pourraient mener à une généralisation de ces activités.

Les échanges d'étudiants c'est un autre moyen d'amener le monde chez-soi mais ce n'est pas toujours évident non plus. Un certain nombre de personnes font de la mobilité étudiante en vendant des oranges, des t-shirts et autres biens périssables. Les universités ont des moyens qui dépassent ceux des cégeps pour des courts séjours à l'étranger. Les cégeps demandent depuis plusieurs années d'avoir un programme de bourses semblable pour de courts séjours à l'étranger crédités, encadrés pédagogiquement pour les étudiants de niveau collégial. Ils n'y sont pas encore arrivés mais ça aussi c'est un objet qui devrait être porté collectivement à la fois au niveau des régions et au niveau national.

Une autre façon d'accueillir le monde chez-soi c'est d'avoir des étudiants étrangers. Certains cégeps font de la francisation des immigrants. C'est déjà une façon d'accueillir quelques personnes venant d'autres pays, de les intégrer à la vie de l'établissement à travers les activités de la vie éducative mais on a très peu d'étudiants étrangers qui viennent en région même dans les universités. À travers tout le Québec, il y a environ 500 étudiants étrangers dans les cégeps et plusieurs sont des étudiants de familles déjà installées ici. Là aussi c'est un beau chantier. Une façon d'amener le monde dans son établissement peut être de viser un pays, viser une zone où vous avez déjà des contacts et essayer d'amener des jeunes étudiants en leur donnant des conditions favorables.

On en revient toujours à la même définition, que l'on vise l'acquisition de compétences, de capacité linguistique, culturelle et technique. C'est cela que l'on vise chez les étudiants de manière générale mais là on vise à leur donner des compétences supplémentaires pour qu'ils puissent travailler harmonieusement et efficacement dans le monde actuel. Les jeunes seront forcément dans des milieux multiculturels, ils auront des employeurs qui seront des multinationales ou des petites entreprises québécoises faisant affaire à l'étranger. Ce sont des conditions sine qua non de la formation actuelle.

On doit aussi penser bien sûr qu'un étudiant est d'abord un citoyen qui sera appelé à agir sur le monde qui l'entoure et qui devra comprendre les enjeux d'où l'importance de l'éducation à une citoyenneté mondiale responsable qui fait aussi partie de cette stratégie.

La mobilité des personnes, des étudiants et professeurs, ça aussi c'est un chantier incontournable. On a fait une étude rapide à travers tous les cégeps et il y a au moins mille étudiants par année du réseau collégial qui se déplacent, qui font des stages à l'étranger. Ce nombre augmente à chaque année et le nombre de pays visés est d'environ une cinquantaine ce qui n'est pas banal. Il faut aussi penser que les stages à l'étranger sont souvent liés aux actions de coopération internationale qui se font. Ici, dans la région, on entend souvent parlé du Centre de solidarité international de la région avec lequel les étudiants développent des partenariats pour faire des stages à l'étranger. C'est une façon qui est sûrement très intéressante. Comme nos ressources sont limitées, il faut essayer de les maximiser. Il faut être très créatif à ce niveau et essayer de maximiser les actions qui sont faites de part et d'autre. Tout cela doit s'organiser à la force des efforts des gens qui sont dans les établissements parce que rien n'est tracé d'avance, rien n'est établi. C'est par beaucoup de volonté et par la connaissance des mécanismes existants et des programmes qui existent où il faut parfois forcer les portes pour faire valoir nos projets.

Le recrutement d'étudiants étrangers est un chantier régional qui peut être intéressant. Les stratégies jusqu'à maintenant du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration pour attirer des immigrants en région n'ont pas toujours été marquées de succès. Dans la nouvelle politique qui vient d'être énoncée, ils en font une priorité donc le ministère va sûrement mettre des moyens à la disposition. Un autre aspect qui apparaît dans le document de travail du ministère de l'Immigration est d'attirer des travailleurs spécialisés et de les amener en région parce que plusieurs régions sont en manque de

main-d'œuvre au niveau de travailleurs spécialisés. Ça peut vouloir dire aussi des portes intéressantes pour les cégeps.

Un autre domaine de notre action ce sont les projets de coopération internationale qui amène des spécialistes des établissements ou de la région à se déplacer à l'étranger, à aller mener des projets qui visent soit à implanter de nouveaux programmes techniques, soit à implanter des universités dans certains cas. La recherche de technologie appliquée peut être également un objet intéressant de coopération internationale.

Il n'y a pas de recettes pour que l'éducation favorise l'ouverture sur le monde mais il y a de multiples démarches, des démarches d'établissement. C'est le moment de la planification stratégique dans plusieurs établissements et cette démarche d'internationalisation a été intégrée au processus de planification stratégique. Souvent, les projets éducatifs des établissements ou la mission comprend cette dimension d'ouverture sur le monde pour les étudiants. Une fois que c'est inscrit dans la mission, ça ne suffit pas. Il faut le traduire dans des moyens et c'est ce que beaucoup de gens s'acharnent à faire.

En conclusion, selon une déclaration de l'UNESCO sur l'enseignement pour le 21^{ème} siècle : « *La qualité de l'enseignement requiert que celui-ci soit caractérisé par sa dimension internationale, échanges de connaissances, création de réseaux interactifs, mobilité des enseignants et des étudiants et projets de recherche internationaux tout en tenant compte des valeurs culturelles, nationales et de la situation de chaque pays* ». On pourrait ajouter de chaque région.

Question du public

- La difficulté souvent, peut-être pas nécessairement en région par rapport aux grands centres, c'est le financement d'activités. Je considère que ma première mission est de former les futurs citoyens et citoyennes dans l'esprit que vous avez amené et qui ait le nôtre également. Cette mission est un peu incompatible avec le fait uniquement de ramasser de l'argent pour être capable d'offrir à ces élèves cette formation ou cette ouverture. Vous parliez de priorité gouvernementale, j'espère qu'un jour on aura, ici et ailleurs au Québec, l'opportunité et le financement pour mener à terme ces projets d'ouverture sur le monde.
 - Je partage votre point de vue, que vous êtes là pour enseigner et non pas pour vendre des oranges. Je pense par contre que l'autofinancement va toujours rester une dimension, ça motive les étudiants s'ils sont obligés de chercher une partie du financement. Dans l'étude que nous avons faite l'an dernier sur la mobilité étudiante dans les cégeps, on posait la question « *Quel serait le financement idéal?* » et les gens parlaient de financement triparti : l'établissement à travers ses fondations, financement gouvernemental et financement de l'étudiant. Il y a une proportion à trouver mais je peux difficilement croire que l'on n'arrivera pas à convaincre des gouvernements de tenir compte de cette dimension. Il y a quand même des organismes qui existent comme l'Office franco-québécois et l'Office Québec-Amérique pour la jeunesse avec laquelle les régions font peu d'affaires en général. On a des

moyens mais on n'en a pas suffisamment. Je pense que l'on ne peut plus considérer la mobilité étudiante comme étant du tourisme éclairé. C'est une activité d'apprentissage, c'est intégré, c'est crédité la plupart du temps. Ça découle d'entente entre les établissements donc il faudrait que ce soit pris au sérieux. Espérons que l'on y arrivera. C'est comme la déréglementation des frais de scolarité des étudiants étrangers. C'est deux clous que l'on essaie d'enfoncer, de dire que les étudiants étrangers qui viennent dans les cégeps paient des frais de scolarité majorés, que cet argent devrait rester au cégep et serve à développer des services d'accueil parce qu'on n'accueille pas un étudiant du Burkina Faso comme on accueille un étudiant qui arrive d'Alma.

B. À PROPOS DU RÔLE DE L'ÉDUCATION DANS L'ENRICHISSEMENT DE LA CULTURE ENTREPRENEURIALE

- *Nathaly Riverin, Fondation de l'entrepreneurship*

Pourquoi parler de culture entrepreneuriale et pourquoi parler d'entrepreneuriat?

Ce que l'on a observé dans la région c'est qu'il n'y a pas assez d'entreprises qui se créent comparativement à ce qui se fait dans le reste du Canada, dans d'autres agglomérations. Une statistique entre autres nous positionne au 25^{ème} rang, donc au dernier rang des agglomérations urbaines, quand on compare les taux de création d'entreprises. Cette statistique à elle seule est assez éloquente. Cette étude prenait la période de 1998 à 2002. Donc, pendant cette période, qui était quand même assez positive au Saguenay-Lac-Saint-Jean avec la construction de l'aluminerie Alcan, il n'y a pas eu beaucoup de création d'entreprises. On n'a pas su tirer profit de cela au niveau de la création.

Une autre statistique montre que 60 % des nouvelles entreprises sont créées par des jeunes de moins de 35 ans. Or, on sait bien que l'un des problèmes de la région est l'exode des jeunes. Donc, l'exode des jeunes est non seulement l'exode des personnes mais aussi l'exode du potentiel entrepreneurial.

Une des causes qui font en sorte que l'on doit travailler sur l'entrepreneuriat au Saguenay-Lac-Saint-Jean c'est entre autres un problème culturel. Historiquement, il y avait des entrepreneurs dans la région. Ensuite, est venue une vague où les grandes entreprises et le statut de salarié a pris le plancher. La culture entrepreneuriale qui était historiquement forte s'est effritée et a fait place à une culture plus ouvrière. C'est ça le portrait aujourd'hui. On a une population qui n'est pas assez entrepreneuriale. C'est d'autant plus important dans ce contexte économique mais aussi un contexte où culturellement on a des lacunes au niveau de l'entrepreneuriat de travailler là-dessus.

Qu'est-ce que la culture entrepreneuriale?

Si on veut travailler sur la culture entrepreneuriale, sur quoi on travaille? C'est très vague la culture, on peut mettre beaucoup de choses sous le vocable « culture ». La culture est beaucoup une question de croyances, de valeurs, les codes de vie, les normes sociétales. Tout cela reste de grands mots difficilement « matérialisables » mais si on

veut savoir quotidiennement c'est quoi la culture, c'est à travers les gestes. Dans les relations entre les gens aussi on reconnaît la culture.

Qu'est-ce que l'entrepreneuriat?

On dit « *L'entrepreneuriat est le fait de créer une entreprise.* ». Quelqu'un qui a créé son entreprise depuis plusieurs années, est-ce que cela veut dire qu'il ne fait plus d'entrepreneuriat maintenant? C'est aussi le fait d'avoir une entreprise, d'être à son compte. C'est très difficile à définir parce que l'entrepreneur c'est un marginal. C'est quelqu'un qui va essayer d'aller créer une entreprise là où les autres ne sont pas.

La meilleure façon de savoir ce qu'est l'entrepreneuriat c'est d'écouter les entrepreneurs se définir eux-mêmes. L'entrepreneur c'est quelqu'un qui va dire « Je suis mon boss », il ne dira pas qu'il a une activité économique qui génère de l'argent. L'entrepreneur va dire « Je travaille à mon compte ». On va dire aussi « Je suis un travailleur autonome » ou « Je suis un commerçant ». On dit aussi « Je suis un travailleur indépendant » ce qui réfère à la notion de travail et d'indépendance. On peut dire aussi, en référant davantage à la création, « Je suis en train de créer une entreprise ». C'est une autre définition, peut-être la plus commune. Il y a la notion de création qui est très importante et d'entreprise, d'action. D'autres vont dire « Je me lance en affaire » ce qui n'est plus la même chose. Il y a la notion de risque derrière ce lancer, on ne sait pas où on va atterrir mais on se lance et puis on va brasser des affaires. Certains vont dire « Je suis en affaires ». Quand on réfléchit à cela au niveau théorique, effectivement l'entrepreneur c'est quelqu'un qui va avoir une vision globale des choses et qui va être capable de brasser tout cela pour donner une direction à son entreprise. D'autres vont dire « Je fais des affaires », « Je brasse des grosses affaires. Ce sont tous des verbes d'action qui impliquent dans ce cas-ci de donner une direction à un paquet de choses et d'en réaliser un profit. Il y a tout cela derrière la notion d'entrepreneur et d'entrepreneuriat.

Si on essaie de tirer des conclusions de toutes ces définitions, appellations que les entrepreneurs se donnent, une chose est sûre c'est que cela réfère à une activité économique qui va générer des revenus ou qui va impliquer un échange de biens et services. Au-delà de cela, il y a la notion d'autonomie qui est très importante. Quand on parle de culture entrepreneuriale, il faut que cela aboutisse à : activité économique et notion d'autonomie. La notion de risque est aussi majeure dans l'entrepreneuriat « Je me lance en affaires. Je suis à mon propre compte (donc les erreurs que je fais son imputable à mon propre compte de banque) ». La notion d'échanges aussi est fondamentale. De plus, derrière l'acte d'entreprendre il y a le désir de réaliser quelque chose et idéalement quelque chose de nouveau, créer une nouvelle entreprise ou activité, brasser des affaires d'une nouvelle façon, trouver la niche inoccupée sur le marché. Dans l'entrepreneuriat, il y a une notion importante aussi touchant l'argent et la richesse. Si on parle de développement économique, de développement régional, il faut que l'entrepreneuriat rapporte et il faut aussi que l'on augmente notre richesse individuelle et collective pour que ça génère encore plus d'activités.

Quel rôle pour le milieu de l'éducation?

Si on veut que l'éducation ait un impact sur le développement régional, il faut au moins répondre à un élément et tous les enseignants devraient en faire un devoir. Il faut que tous les étudiants, de tous les niveaux entendent parler d'entrepreneuriat une fois au moins. Les institutions d'enseignement et surtout les enseignants ont le devoir de rendre compte d'une autre façon d'envisager une carrière. Dans la région, on forme de bons employés. On est de bons employés. Maintenant, ce qu'il faut apprendre c'est à être aussi de bons entrepreneurs. Il faut qu'il y ait un plan B pour qu'idéalement ça devienne le plan A pour affaires pour que nos étudiants aient le réflexe de dire « Oui, je peux devenir un bon employé mais je peux aussi devenir un bon entrepreneur ». Ce réflexe, on ne l'a pas, nos jeunes ne l'ont pas. Il y a plusieurs raisons à cela. La première est que, en étant enseignant, on est de bons employés. Les valeurs que l'on véhicule sont des valeurs de bons employés.

En faisant cela, on va intéresser une partie des étudiants qui se voient mal comme salariés. Il y a 12 % des adultes de 18 à 64 ans qui sont propriétaires ou dirigeants d'une entreprise au Québec. Est-ce que l'on dit à nos étudiants « Vous pouvez être propriétaire ou dirigeant d'une entreprise? » Ce n'est pas un réflexe naturel chez les enseignants et il faut que ça le devienne. Et ce n'est pas quelque chose qui coûte cher, on n'a pas besoin d'un nouveau programme. Il faut simplement intégrer cela dans nos façons d'enseigner.

Au niveau des rôles que l'éducation peut jouer pour stimuler l'entrepreneuriat, il y en a plusieurs, au moins quatre. Le premier est de cultiver l'excellence. Même si on créait 50 dépanneurs de plus dans la région on ne serait pas plus avancer. Il faut que nos jeunes et nos populations créent des entreprises avec une valeur ajoutée. Pour cela, il faut être bon et meilleur que les autres. Ensuite, l'éducation peut jouer un rôle pour encourager et développer les capacités et les compétences entrepreneuriales de même que pour favoriser l'ouverture et les échanges. L'ouverture sur le monde est essentielle aussi pour le développement de l'entrepreneuriat parce que des nouvelles idées si on reste chez-soi, dans notre salon, nous n'en aurons pas nécessairement. Les échanges avec des individus d'autres pays notamment sont très porteurs d'idées. Il y a plusieurs commerces, restaurants, PME, services qui sont offerts dans d'autres milieux et que nous n'avons pas ici. C'est assez facile de prendre les bonnes idées d'ailleurs et de les amener dans la région. Enfin, jouer un rôle pour orienter et accompagner les jeunes dans leur cheminement entrepreneurial. Il y a plusieurs outils qui existent à l'heure actuelle pour encourager les jeunes à créer leur entreprise ou au moins les orienter vers un cheminement qui pourrait les conduire à la création d'une entreprise.

Cultiver l'excellence

L'entrepreneuriat va être bénéfique si l'on crée des entreprises à valeur ajoutée et que l'on réussit à aller vendre nos produits à l'étranger. Pour cela, il faut être bon. Il faut exceller. Il faut développer un savoir-faire propre à nous, à ce que l'on ait, pour réussir à aller vendre. Il faut viser haut et loin. Il est très important de développer les connaissances. C'est une condition nécessaire mais ce n'est pas une condition suffisante. Par exemple, la Suisse est reconnue pour être une économie très innovatrice par contre, ce que l'on nous dit en Suisse, c'est qu'ils sont d'excellents salariés mais qu'il n'y a pas

de culture entrepreneuriale. C'est beau de développer l'excellence, de développer des savoirs-faire mais ce n'est pas tout si on veut que cela aboutisse à des créations d'entreprises et à de la création de richesses.

Encourager et développer les compétences et les capacités entrepreneuriales

Ce rôle-ci est difficile parce que l'entrepreneur, à tous les jours, va être celui qui va se démarquer du groupe. Probablement que l'élève difficile, c'est l'entrepreneur. Ce n'est pas facile d'encourager et de développer les compétences et les capacités entrepreneuriales mais si on est au courant que cet élève difficile est peut-être un futur entrepreneur, il y a probablement un moyen de le « récupérer », de lui faire développer ce petit côté marginal. Il faut apprendre aux étudiants à prendre des risques, à développer leur autonomie, à prendre des décisions dans les travaux qu'ils font sans nécessairement leur donner un cadre établi. Encourager l'entrepreneuriat, c'est un peu encourager la différence, l'autonomie et l'indépendance.

Quoi faire?

- Adapter l'enseignement au profil des étudiants.
- Avoir des cours de créativité et de recherche d'opportunités d'affaires.
- Avoir des cours de développement personnel et de vision stratégique :
Les entrepreneurs qui excellent sont des gens qui se connaissent très bien et qui ont réussi à trouver ce qui les intéressait et à aller au bout de cela en créant une entreprise. Ils réussissent à combler leurs faiblesses en se formant des équipes avec des personnes qui ont des forces.
- Travailler aussi sur l'analyse des marchés, l'analyse sectorielle.

Conclusion

L'entrepreneuriat et la culture entrepreneuriale est une affaire de personne. Ce n'est pas une affaire d'entreprise, ce n'est pas une affaire de plan d'affaires. La culture entrepreneuriale c'est une question de croyances, de valeurs, d'attitudes, de comportements, d'entrepreneurs. Il y a quelque chose de difficile pour le milieu de l'éducation parce que les gens que les étudiants côtoient sont des enseignants ne véhiculant pas nécessairement ces valeurs. Ce qui est essentiel et prioritaire c'est de mettre les jeunes en contact avec des entrepreneurs. Les entrepreneurs, invitez-les à aller vous rencontrer, invitez vos jeunes à rencontrer des entrepreneurs. Il faut démystifier l'entrepreneuriat pour que les jeunes disent « C'est possible et c'est intéressant. »

Questions du public

- Ma question concerne le volet de l'économie sociale, je me demandais si, dans vos recherches et dans vos travaux, vous aviez aussi abordé cela.
 - L'économie sociale est aussi une forme d'entrepreneuriat qu'il faut valoriser. C'est une bonne façon de faire le lien entre le milieu de l'éducation et le milieu des affaires parce que ça mobilise des valeurs qui sont véhiculées dans le milieu de l'éducation c'est-à-dire la concertation et le travail collectif.
- On est dans une région qui, originellement, avait tendance à s'appeler le Royaume du Saguenay. J'ai l'impression que la culture de la royauté n'a jamais suscité ni ambition ni initiative chez les sujets féodaux. Il y a énormément de travail à faire

pour renverser cette espèce de mentalité dans laquelle on attend les bienfaits du roi. Dans l'enseignement également, il y a des choses que l'on essaie de faire. Dans le programme ATM, la culture d'emploi dans les domaines dans lesquels on prépare les étudiants est de plus en plus représentée par la pîge, donc de l'auto-entrepreneuriat. On parle d'action, on parle d'entrepreneuriat mais essentiellement derrière tout cela souvent on retrouve un premier moteur qui est « passion ».

- Quand vous dites que l'on a une culture de salariés, est-ce que l'on a une culture de syndiqués aussi qui revendique beaucoup? J'aimerais que vous fassiez un lien entre la présence des syndicats et cette culture de revendications syndicales versus les obstacles au développement d'une culture entrepreneuriale. Est-ce que les syndicats peuvent aussi, à ce moment-là, développer un discours qui est différent?
 - Quand on dit que l'on a une culture de salariés, derrière cela il y a aussi la notion syndicale parce qu'au Saguenay-Lac-Saint-Jean le mouvement syndical est très reconnu. Au lieu d'entreprendre, on va demander à ce que d'autres entreprennent pour nous. Donc, c'est clair que c'est une forte tendance institutionnelle et le mouvement syndical n'est pas indépendant à cela. Il ne faut pas cibler les syndicats et dire que c'est la faute à quelqu'un mais c'est plutôt de développer l'autonomie, l'indépendance, l'entrepreneuriat, il faut développer autre chose.
- À la Commission scolaire de la Jonquière depuis déjà quatre ou cinq ans, nous avons engagé des gens au niveau de l'entrepreneurship pour justement susciter, encourager, auprès de nos élèves le développement de cette culture. Entre autres, dernièrement il y a eu un concours et on avait des équipes d'élèves au primaire qui ont gagné avec des intérêts tout à fait particulier. Un exemple c'est que l'on avait dans une classe de deuxième année, une élève qui a un problème auditif assez important qui a eu un implant cochléaire. Pour encourager la jeune fille pour aller chercher des sous pour avoir son implant, les jeunes ont fait des démarches, ont conçu un livre de recette. À Boisjoli ils ont vendu des violettes. Je peux vous dire que chez-nous on a vraiment cette préoccupation et on veut poursuivre dans cette démarche.
- Au niveau du CRÉPAS quand on s'est intéressé à l'entrepreneuriat on voyait qu'il y avait beaucoup de décrocheurs qui avaient un potentiel d'entrepreneuriat. Il y a peut-être des liens que l'on peut faire.
- Quand je vous écoutais, je voyais que l'un des freins à l'entrepreneurship chez les jeunes c'est tout ce qu'il y a comme insécurité lorsque l'on choisit ce champ d'action. Qu'est-ce que je pourrais dire à mes étudiants en tant que professeur pour leur enseigner de quelle manière on assume l'insécurité?
 - Les entrepreneurs vont dire qu'ils prennent des risques calculés. Les risques calculés on prend cela en accumulant des connaissances et des compétences. Quand les jeunes ne sont pas sûrs de leurs choix, on peut leur proposer d'aller en apprendre davantage, d'approfondir leurs connaissances. Plus on approfondit nos connaissances, plus on va diminuer notre risque. Les entrepreneurs, avant de se lancer en affaires, vont s'assurer de bien connaître leur marché, de bien connaître leur produit et leur concurrent.
- Je pense avec un esprit entrepreneurial mais comme employée. Dans la boîte où je travaille, je veux aussi innover, créer. Il y a probablement juste l'aspect économique qui n'est pas là. Ce que je veux dire c'est que l'esprit entrepreneurial du jeune est

extrêmement difficile à développer actuellement et particulièrement depuis la réforme et avec le lot de politiques encadrantes que l'on doit appliquer. Lorsque chacune des activités d'apprentissage doit être encadrée, doit être organisée autour d'une consigne claire, nette et précise, lorsqu'il y a un barème de corrections exigé, c'est très difficile de dire « Lance-toi, innove, crée » parce que l'on a une exigence de devoir être juste et équitable envers tous. Je pense que ça n'existait pas avant. On pouvait faire un cheminement particulier dans un cours. On pouvait dire « Moi, j'ai une idée ». Ce n'est plus possible ce genre de choses-là. Je pense que ce serait extrêmement difficile de pouvoir le refaire étant donné que l'on a des gros groupes, étant donné que l'on a un devis ministériel à appliquer. Je pense qu'il faut regarder toute la structure du ministère de l'Éducation et un peu aussi condamner cette structure et de voir que nos possibilités aux professeurs sont assez limitées de dire « Go les jeunes, créez ».

- Il y a un nouveau programme qui a été lancé par le gouvernement qui s'appelle « Le défi de l'entrepreneuriat jeunesse ». Le ministère de l'Éducation travaille activement sur ce projet. Ces questionnements, à savoir les contraintes institutionnelles, sont sur la table.
- Au niveau des projets qui sont proposés, la Commission scolaire de la Jonquière, a participé à la sixième édition cette année et elle a participé à toutes les éditions d'entrepreneurship. C'est un prétexte extraordinaire pour faire valoir les compétences transversales et pour les enseignants de travailler en coopération avec les jeunes, qu'ils voient les forces de chacun, qu'ils fassent valoir ces forces. Du côté des parents, moi ce que j'entends, c'est que le fait que ces jeunes participent à des activités d'entrepreneuriat augmente leur implication dans ce qu'ils font. Pour développer de l'entrepreneuriat, je pense qu'il ne s'agit pas simplement d'inviter des gens qui sont des entrepreneurs mais il faut faire des projets avec les jeunes qui vont s'échelonner sur toute l'année. Un projet qui sera rendu à terme. Je pense que le fait de participer au Concours québécois en entrepreneurship c'est un beau prétexte mais c'est aussi une façon d'aller chercher une subvention en début de projet. C'est extrêmement intéressant pour les enseignants.

C. TABLE RONDE

- *Marie-Josée Simard, Commission scolaire des Rives-du-Saguenay*
- *Sylvie Brassard, Cégep de Jonquière*
- *Jean-Noël Ringuet, Cégep de Chicoutimi*
- *Martha Anadon, Université du Québec à Chicoutimi*
- *Simon Tremblay, Université du Québec à Chicoutimi*

Les interventions des tables rondes ont été regroupées dans le tableau à la page suivante et selon la grille d'analyse : Diagnostique, Déterminant, Pronostic et Défis.

<p style="text-align: center;">Diagnostic</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au Saguenay, depuis deux ans au niveau québécois, nous avons le plus haut taux de participation au Concours québécois en entrepreneurship. La Commission scolaire des Rives-du-Saguenay pour la deuxième année a la première place du taux de participation au niveau du Québec. C'est 383 projets cette année, 272 au primaire, 96 au secondaire et 15 en formation professionnelle et adulte, 5 443 élèves ont participé et 325 enseignants qui croient au développement des valeurs entrepreneuriales. • Dans le commerce, il n'y a presque plus rien qui appartient à des gens de la région. • Il y a une présence d'étudiants venant de tous les continents de la planète à l'UQAC. La majorité vient de l'Afrique. • La région dispose d'une richesse que d'autres régions n'ont pas et dont il faut être très conscient et au-delà des débats que l'on entend actuellement, il faut comprendre qu'une région qui dispose de quatre commissions scolaires, quatre collèges et d'une université, il n'y en a pas beaucoup au Québec. C'est une très grande richesse parce que ces institutions sont autant de bassin d'expertise, de connaissances, de réflexion et de créativité que des moyens de diffuser plus largement « les bienfaits de l'éducation ». 	<p style="text-align: center;">Déterminants</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avant même de parler de création d'entreprises, il faut parler de développement de valeurs entrepreneuriales. • Les programmes de stages à l'étranger ont des impacts sur les jeunes, sur les professeurs, dans la communauté locale et régionale. La partie la plus intéressante quand on revient avec un groupe c'est de voir l'estime de soi, le développement personnel, l'éducation, leur capacité d'adaptation. Ces projets permettent de développer l'entrepreneuriat par les activités de financement. • Au niveau régional, on ne s'est pas caractérisé par un entrepreneurship économique du type de celui en Beauce. C'est la nécessité qui va engendrer l'entrepreneuriat. • Il y a des besoins en entrepreneurship au niveau de l'environnement, du social, des coopératives dans certains secteurs de l'économie qui ne sont pas occupés par d'autres entreprises, le bio, l'économie sociale. • Les nouveaux entrepreneurs ne sont pas conformes au modèle traditionnel. • L'éducation, principalement l'éducation à la citoyenneté, doit contrer les effets pervers de la mondialisation. Elle doit être à l'affût pour donner des nouveaux repaires à l'identité individuelle et collective. • Chez plusieurs personnes impliquées au niveau syndical, on retrouve les qualités de l'entrepreneur. • Malgré les structures, il faut laisser la place à la créativité. • L'identité que l'on recherche est une identité fragmentée chez les immigrants et chez les jeunes.
<p style="text-align: center;">Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il faut organiser les stages à l'étranger plus systématiquement, avec une équipe prête à mettre du temps et en partenariat. • Il faut se battre pour essayer de conserver ou de forcer les entreprises à rendre leur dû aux régions qu'elles ont exploitées pendant si longtemps. • Actuellement, il y a une perte de la plus-value à l'UQAC dans les échanges de la connaissance, dans le savoir-faire, dans les valeurs, l'identité. Il y a un potentiel mais qu'est-ce que l'on fait avec? Le développement d'un nouveau modèle de valorisation de la diversité ethnoculturelle pour aller chercher les forces de chacun et se créer une nouvelle identité collective est nécessaire. • Ce que l'on vit en éducation, c'est un glissement des valeurs de l'école vers l'entrepreneuriat. On a remplacé les valeurs humanistes par les compétences. L'État québécois est en train de se transformer aussi en État entrepreneurial. Ça limite beaucoup nos marges de manœuvre, les moyens dont on dispose et les outils pour développer chez les étudiants un esprit d'initiative alors que les plans cadres nous demandent de répondre à partir d'analyse de situations de travail de faire des employés modèles, davantage soumis. • Il faut que les institutions d'enseignements de tous les niveaux de la région travaillent de concert. Dans chaque institution on travaille avec nos élèves mais lorsqu'ils font le passage vers l'institution suivante, il n'y a pas de continuité. Or, si on veut développer une confiance en soi et si on veut faire en sorte que la population prenne en main son devenir, il faut qu'il y ait d'abord une continuité dès le début et que le message, l'environnement et les conditions gagnantes soient maintenues tout au long du parcours des jeunes du primaire à l'université. 	<p style="text-align: center;">Pronostic</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les jeunes qui ont été sensibilisé au primaire sur l'entrepreneuriat, quand ils vont arriver sur le marché du travail, vont être entrepreneurs. • Un rêve est que dans chaque commission scolaire de la région il y ait un agent en entrepreneuriat et qu'il y ait un pivot en entrepreneuriat dans chacune de ces commissions scolaires. • En 2025, certains aimeraient que l'on compose sur les forces sociales qui sont les forces vives, y compris les syndicats, les groupes communautaires et culturels. Que l'on puisse aussi ne pas être trop facilement atteint par des modes parce qu'il y a une mode actuellement où l'on reprend tout ce langage économique qui ne convient pas à l'école d'aujourd'hui. • D'ici 2025, les établissements d'éducation aideront les jeunes à s'impliquer et à équilibrer leurs esprits afin qu'ils développent leur jugement et trouvent un bonheur durable là-dedans. • La région aura un avenir si elle développe une vision et cette vision n'aura d'avenir que si elle n'est pas fragmentée. • Que l'on retrouve une certaine solidarité dans la région qui nous permettent de se donner des objectifs et que l'on accepte de travailler ensemble. • Être solidaires, concertés, faire des projets en intergénérationnel pour faire avancer et développer la région. • Que la région doit s'ouvrir à l'immigration et se donner des services d'accueil des immigrants et de l'accompagnement des immigrants.